**3e - HISTOIRE - (6)** Le « Front populaire » en France, une expérience politique dans un contexte de crise européenne (1936-1939)

**PRÈS DE CENT ANS APRÈS LE « FRONT POPULAIRE », CETTE TRÈS COURTE PÉRIODE DE GOUVERNEMENT SOCIALISTE SERT ENCORE DE RÉFÉRENCIEL POLITIQUE MAJEUR, POUR LA GAUCHE COMME DANS L’IMAGINAIRE DES FRANÇAIS. POURTANT LE CONTEXTE EUROPÉEN ENTRAÎNE L’ABANDON RAPIDE DES PRINCIPALES RÉFORMES.**

Le « Front populaire » (1936) qui réunit le Parti Communiste, les socialistes de la SFIO et le centre gauche (Radicaux) se constitue après les émeutes antidémocratiques du 4 février 1934, organisées par l’extrême-droite. Un programme républicain, démocratique et social est élaboré (1935) entre les frères ennemis de la gauche française, les réformistes et les révolutionnaires. Quels sont les apports et les limites du « Front populaire » ?

**Le « Front populaire »** **est une expérience politique unique en France**, elle ne sera rééditée qu’en 1981, près d’un demi-siècle plus tard ! Le gouvernement intègre des femmes comme secrétaires d’État, dont Irène JOLIOT-CURIE alors même que les femmes n’ont pas le droit de vote (1944). L’école est réformée par Jean ZAY (exécuté par PÉTAIN, 1944). L’éducation physique est encouragée et Léo LAGRANGE est chargé de promouvoir le sport populaire qui doit éloigner la classe ouvrière de l’alcoolisme. Les grèves de l’été 1936 sont marquées par l’occupation des usines, organisée par le syndicat communiste, la CGT. Le gouvernement est sollicité pour arbitrer le conflit entre les patrons et les employés. Les « Accords de Matignon » (1936) permettent la reconnaissance du droit syndical dans les entreprises, la formation des comités d’entreprises, des hausses salariales (de 7% à 15%) et une régulation du temps de travail, 40 heures par semaine, une revendication salariale datant de la « Belle époque » (1896-1914) ! Des entreprises sont nationalisées, dont les chemins de fer qui étaient en faillite et que l’État rassemble dans la SNCF (1937) : les ouvriers qui prennent les 1ers congés payés (15 jours) bénéficient de billets de train moins chers (-40%).

**Le contexte de crise européenne** qui caractérise la période du « Front populaire » explique la difficulté du gouvernement à pérenniser les acquis politiques et sociaux. La crise économique mondiale déclenchée par le *krach* boursier américain (1929) touche la France à partir de 1932 : le chômage augmente. L’arrivée des Nazis au pouvoir en Allemagne (1933) avive les tensions franco-allemandes (Remilitarisation de la Rhénanie, 1936) et les risques de guerre (*Anschluss*, annexion des Sudètes, 1938). L’invasion de l’Éthiopie par le régime fasciste de MUSSOLINI en Italie déconsidère la SDN et le Traité de Versailles (1919). La guerre civile en Espagne (1936-1939) y entraîne la destruction de la République socialiste. La France refuse d’intervenir, alors que les régimes fascistes envoient des troupes (Légion *Condor*, Guernica) et expérimentent leurs armes et leurs tactiques. Le « Front populaire » doit mettre en œuvre des réformes ambitieuses dans un contexte très difficile : en France l‘extrême-droite se déchaîne et diffame Roger SALENGRO, ministre, qui se suicide (1936). Contrairement aux idées reçues, le « Front populaire » se prépare à la guerre et les acquis de 1936 sont abandonnés (1938) afin de permettre le réarmement rapide.

Les mesures du « Front populaire » ont connu une durée de vie très courte (1936-1938). Le contexte de crise européenne oblige le gouvernement à orienter ses efforts vers le réarmement. Cependant le « Front populaire » a montré qu’une démocratie pouvait être favorable à la classe ouvrière, et pas seulement favorable aux bourgeois.

**ŒUVRES TÉMOIGNAGES**

**PICASSO** (Pablo), *Guernica*, 1937, exposé au pavillon espagnol de l’exposition internationale de Paris, chef d’œuvre cubiste qui dénonce le massacre en 1937 du village basque de Guernica par la Légion *Condor* nazie durant la guerre civile espagnole.

**DATES REPÈRES**

**1934** Émeutes d’extrême-droite du 4 février en France, en Espagne chute de la monarchie **1935** L’Italie fasciste envahit l’Éthiopie - **1936** en France, victoire électorale du « Front populaire », en Espagne début de la guerre civile (1936-1939) – **1938** Munich, la France abandonne ses alliés tchèques aux Nazis – **1939** Début de la Seconde Guerre mondiale (1939-1945).

**PERSONNALITÉS DE PREMIER PLAN**

**BLUM** (Léon), dirigeant de la SFIO, 1er président du Conseil du « Front populaire » - **THOREZ** (Maurice), dirigeant communiste, il soutient la SFIO – **JOLIOT-CURIE** (Irène), Sous-secrétaire d’État à la Recherche.